
Institutionnalisation des monnaies alternatives dans un contexte de développement territorial, vers un cadre d'analyse juridico-managérial

Philippe Vaesken*¹ and Christophe Mondou*²

¹Recherche Interdisciplinaire en Management et Économie Lab - EA 7396 – Université de Lille : EA7396, Université du Littoral Côte d'Opale, Université d'Artois – France

²Equipe de Recherche en Droit Privé – Université de Poitiers : EA1230 – France

Résumé

Dans un environnement international où les monnaies alternatives se développent selon différents modèles (les monnaies locales complémentaires et les crypto-monnaies, telles que le bitcoin ou la monnaie électronique) notre proposition d'intervention repose sur la prise en compte de ces monnaies alternatives comme axe d'accompagnement aux problématiques de régulation et de gouvernance des territoires.

Notre approche se positionne dans un contexte de recherche d'institutionnalisation de ces nouveaux modèles monétaires. Il s'agit d'analyser en quoi et comment ces monnaies alternatives participent d'une démarche de développement territorial (top down ou Bottom up). Il s'agira également de comprendre les objectifs et ambitions de ces monnaies alternatives, d'expliquer leur processus de mise en place et de souligner les impacts (économique sociaux, ...) attendus sur un territoire et comment ceux-ci se réalisent.

Ainsi, l'étude portera sur les trois niveaux d'institutionnalisations (Scott 2001, DiMaggio et Powell 1991[1]) : Culturel (de type Bottom up), Normatif (selon des modalités d'intermédiation) et législatif (de type Top Down) que nous repositionnerons dans un contexte de développement territorial (Mariam 1997, 2007 et Hargreaves, Haxeltine, Longhurst et Seyfang 2011)[2] . Tout en essayant de voir comment l'Etat et les collectivités territoriales peuvent soutenir cette institutionnalisation des monnaies alternatives (comme le fait déjà mais très partiellement la loi ESS de 2014) sans mettre à mal les dynamiques d'innovation qui sont souvent à leur origine (en s'appuyant peut être sur les modèles de développement mis en avant par Pache et Chalencon 2007)[3].

En conclusion, l'objectif de notre communication est de proposer un cadre d'analyse de la mise en œuvre des monnaies alternatives dans un contexte territorial selon des attendus en termes de régulation et de proposer des modes de gouvernance ad hoc, dans un contexte juridique, mais aussi culturel et normatif.

Scott R. W., 2001, *Institutions and organizations*, Thousand Oaks, CA : Sage, 2nd ed.

Powell W.W. et DiMaggio P.J. (Eds) (1991), *The New Institutionalism in Organizational*

*Intervenant

Analysis, Chicago : University of Chicago Press

Mariam Y. et alii, 1997, Proceeding of the 90th AW&MA meeting, Toronto

Maryam Y., 2007, "Environmental Sustainability and regulation : Top-down versus bottom-up regulation, MPRA, paper n°413, <http://mpa.ub.uni-muenchen.de/'&>":

Hargreaves T., Haxeltime A., Longhurst N et Seyfang G., 2011, Sustainability transitions from the bottom-up : civil society, the multi-level perspective and practice theory, Working Paper, CSERGE, n°01

Pache A-C et Chalencon G, Changer d'échelle : vers une typologie des stratégies d'expansion géographique des entreprises sociales, RECMA – Revue internationale de l'Economie Sociale, n°305, juillet 2007, p. 32-48.

Mots-Clés: Monnaies alternatives, developpement territorial, régulation institutionnelles